L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. | NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 5 OCTOBRE 1872. | 46me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI MATIN, 3 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par C. E. Girardey & Co., au No 28 rue St-Charles beaux meubles de salon et de chambres à coucher, tapis, tableaux, ainsi qu'un excellent piano Pleyel.

Par E. M. Montgomery, à sa salle d'encan 37 rue du Camp—Vente régulière de meubles.

Crédit ! Crédit ! Crédit ! — Voilà une occasion, comme il n'en rencontre rarement, pour faire de bons marchés, et nous conseillons aux acheteurs d'en profiter. Il s'agit de la vente d'un grand fonds de marchandises sèches pour cause de changement de commerce. Cette vente sera faite par MM. H. Enas, Marks & Cie., en magasin de MM. Henry Loeb & Cie., rue de Chartres No 28, lundi 7 octobre, et commencera à 10 heures du matin. Le stock est immense et l'annonce qu'on trouvera plus loin n'en donne qu'une faible idée. Ces marchandises, parmi lesquelles sont signalées un grand choix de lingerie pour hommes seront vendues à 3, 3 4 et 6 mois de crédit, et méritent l'attention du commerce de la ville et de la campagne. Beaucoup d'articles seront tellement sacrifiés car la vente est positivement sans réserve. 4

ANNONCES POLITIQUES.

Toute annonce émanant d'un club ou d'une association politique quelconque devra être payée comptant si on en désire l'insertion dans l'abeil. Celles pour lesquelles cette condition n'aura pas été remplie ne paraîtront point dans nos colonne

SPECTACLES.

Jeudi, 3 octobre 1872.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—On Hand, or True to the Last.

Le plan financier pour la continuation du chemin de fer du Texas.

Nous avons exposé la combinaison à l'aide de laquelle le comité des 50 entend achever le chemin de fer de la Nlle-Orléans à Houston, Texas, et nous nous sommes abstenu de toute objection pour ne pas faire naître le découragement au sujet d'une entreprise que nous regardons comme ayant pour notre ville un intérêt de majeure importance. Cependant notre devoir étant d'instruire nos lecteurs, autant que cela, du moins, est dans la sphère de nos attributions, nous manquerions à ce devoir si nous passions sous silence les objections des autres. Il ne faut pas se laisser dire ici: Mon Dieu, que vous importe ! Ce ne sont pas les pauvres qui souscriront, mais bien les riches, ceux qui ont de l'argent à placer, principalement ceux qui en ont beaucoup et qui aiment mieux verser dans l'industrie leur capital que de le mettre en biens fonds dont les taxes absorberaient tout le revenu.— Mais c'est justement pour cela, répondrons-nous, qu'il faut y prendre garde. Il est bien vrai que les capitalistes sont appelés les premiers à souscrire, et que l'argent sur lequel on compte viendra d'eux ; mais cet argent qu'ils versent engage le peuple, en ce sens qu'il détermine, de la part de l'Etat, des émissions de bons pour lesquelles il faut établir immédiatement des taxes spéciales.

Notre argument est à la portée de tout le monde et il est compris surtout ici où l'on paye, depuis 1852, des taxes pour des chemins de fer qui n'appartiennent plus ni à la ville ni à l'Etat. Ces taxes s'élèvent pour la Nouvelle-Orléans seulement à $250,000 par an et dureront encore plus de 20 ans avec une diminution graduelle au fur et à mesure de l'amortissement des bons émis. A qui appartiennent aujourd'hui les chemins de Jackson et des Opelousas ? Le premier a été acheté par M. McComb et le second par M. Morgan et la perte a été des quatre cinquièmes pour nous dans l'un et l'autre cas. — Une expérience de ce genre n'est pas faite pour encourager le peuple, même le peuple qui n'a pas d'argent pour souscrire. Il y a plus, il faut même que le peuple paye pour des chemins de fer qui n'appartiennent à personne, par la raison qu'ils n'ont jamais été construits.

Ainsi nous payons et nous payerons encore longtemps une somme d'environ $18,000 par an pour l'intérêt et l'amortissement des bons émis en faveur de la première compagnie de la Mobile qui se borna à planter des jalons dans la plaine que traverse aujourd'hui la voie exécutée par la compagnie de Chattanooga.

Ou n'a pas oublié, non plus, les souscriptions recueillies avant la guerre pour le chemin de fer du Pacifique. Les actions étaient de $100, mais il suffisait de payer cinq piastres par action, pour être affranchi de toute demande ultérieure. Les subventions du Texas, en terres et en argent, étaient, disait-on, plus qu'il ne fallait pour couvrir les frais de construction, et c'était par faveur spéciale qu'une partie du stock nous avait été réservée. Le stock fut enlevé, enlevé c'est le mot, et ne reparut plus, pas même sous la forme d'un travail quelconque. La direction décampa comme celle du chemin de la Mobile en 1852. Elle ne laissa pas même de jalons après elle.

Une autre direction se forma et demanda un nouvel assessment. On souscrivit encore pour sauver ce qui avait été avancé jusqu'alors, mais l'argent disparut comme la première fois, et dès lors, il ne fut plus question du chemin de fer du Pacifique. Cependant, le mal fut moins grand qu'il ne le serait aujourd'hui, car l'Etat n'avait émis aucun bon en faveur de la compagnie dont la spéculation par conséquent ne nécessita aucune taxe additionnelle.

C'est là l'objection qu'on fait au projet de chemin de fer du Texas. On y trouve tout d'abord une seconde hypothèque de $3,070,000, à 6 pour cent, endossée par l'Etat, ce qui veut dire que l'Etat sera obligé de les payer et même d'en servir l'intérêt, car on n'espère pas que la voie de communication puisse rapporter plus que ses frais d'entretien ; on y trouve ensuite une somme de $3,100,000, donnée par l'Etat sous la forme de bons de subvention, et portant un intérêt de 8 pour cent ; en tout pour l'Etat, $6,170,000, dont le service et l'amortissement nécessiteront une taxe et même une taxe fort élevée, car il faudra qu'elle rapporte plus de $385,000 annuellement.

Voilà un cadeau dont ne profiteront que les officiers de la compagnie et les souscripteurs, auxquels il faudra payer dans tous les cas le 8 pour cent d'intérêt du stock acheté par eux sur le pied de 50 cents à la piastre. Mais il faut pour cela que le chemin s'achève : sinon, ils auront droit seulement à l'intérêt des bons demandés et des bons émis par l'Etat, qui ne doit endosser qu'au fur et à mesure du progrès des travaux et qui ne doit émettre les bons de subvention qu'après l'achèvement de toute section de 10 milles.

Quant aux $3,819,000 de bons de revenu offerts comme gratuité aux souscripteurs, on les compte pour rien, parce qu'on espère aucun revenu.

On tient le même langage à l'égard des $1,500,000 de bons, représentant la valeur de 644,000 acres de terre au Texas. Le Texas a-t-il confirmé cette concession? On l'ignore. Mais ce qu'il y a de certain c'est qu'on ne pourrait compter que sur $3,700,000 pour achever le chemin jusqu'à la Sabine et le pousser jusqu'à Houston qui est à 190 milles plus loin, dans l'intérieur du Texas.

Or, avec l'expérience qu'on possède peut-on supposer que cette somme suffira et qu'il ne faudra pas demander une nouvelle subvention à l'Etat et aux souscripteurs que nouvelle mise de fonds ?

Notons bien qu'il ne s'agit en rien ici du chemin de fer de Vermillionville à Shreveport, pour la construction duquel il faudra sans doute avoir recours aux mêmes combinaisons et à des moyens du même genre. Alors les charges de l'Etat seront énormes et ce sont tous les habitants de la Louisiane qui auront à en supporter le poids.

Nous répétons encore une fois que ces objections sont celles qui ont été faites en divers lieux, et que l'opinion la plus accréditée est que la combinaison du Comité des 50 pourra tout au plus conduire le chemin de fer jusqu'à Lafayette inclusivement.

L'ASILE DES FOUS.

Nous extrayons le passage suivant du rapport que M. F. Otis, président intérimaire du Grand Jury, vient d'adresser au juge de la Première Cour de District :

Nous recommandons instamment que les aliénés soient transférés dans un lieu plus salubre. Une maison située près des bords du fleuve est ce qui conviendrait le mieux à ces malheureux dans l'état actuel de nos finances.

L'édifice qu'ils occupent en ce moment se trouve situé dans un marais qui engendre une peste dont beaucoup des fous sont victimes et ce, presque chaque année. Cet établissement renferme cent hommes et femmes et il y en a plusieurs à l'infirmerie.

Il était facile de prévoir ce qui arrive aujourd'hui, mais ni l'opinion de médecins dont l'expérience est sujette à être mise en doute, ni les avertissements réitérés de la presse n'ont empêché les autorités d'agir avec une coupable imprudence. Aux protestations des uns et des autres, messieurs les administrateurs, qui taxaient d'exagération des personnes désintéressées et plus désintéressées qu'eux, ont fait transporter les aliénés, sans permission aucune, dans un édifice inachevé du gouvernement fédéral — édifice qui, bien qu'il soit plus vaste et plus aéré que la prison de paroisse, n'en a pas moins été déclaré dangereux pour les marins des Etats-Unis à cause de la situation du terrain.

Les autorités avaient promis que le séjour des fous dans ce lieu malsain ne serait que momentané, mais on se demande, depuis que la ville y a dépensé vingt mille piastres, si la construction de certaines petites cabanes dans la cour, la pose de quelques centaines de petits barreaux à l'intérieur et au haut des barrières ne serviront pas de prétexte à l'achat de la bâtisse.

Et si le marché était conclu, les malheureux privés de leur raison, les contribuables auxquels, sans les avoir consultés, on présentera la carte à payer, y seront-ils les gagnants ?

Et les cent mille piastres en bons, votées, il y a plus d'un an, pour la construction d'un asile, que sont-elles devenues ?

NOMINATION POUR LE TROISIÈME DISTRICT CONGRESSIONNEL.—Le Comité central Démocratique a accepté la candidature de M. Elbert Garst, nommé par le Comité Libéral pour remplacer M. William Mouton, comme candidat de la fusion pour le Troisième District congressionnel.

Nous avons reçu du sénateur Kellogg un exemplaire des lois et des résolutions passées à la dernière session du Congrès, envoi pour lequel nous le prions d'agréer nos remerciements.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—M. Johnny Thompson, la première étoile qui ait paru cette année à l'Académie, ne brillera plus que trois soirs à ce théâtre. Samedi il fera ses adieux au public de la Nouvelle-Orléans. Cet acteur est certainement remarquable dans son genre. Il a beaucoup de verve et une grande facilité d'élocution. La pièce de "On Hand", ou " Fildèle jusqu'à la fin" fait rire du commencement à la fin. M. Johnny Thompson remplit douze rôles différents dans cette pièce amusante.

PRICE CURRENT. — Le *Price Current*, en français le *Prix Courant*, est le journal commercial le plus complet qui ait jamais été publié à la Nouvelle-Orléans, où il n'a jamais eu de rival. Dans une feuille qui ne dépasse pas les dimensions d'une feuille de papier à lettre, MM. Dinnies, Bright et Schmidt ont pu, à l'aide d'un caractère très fin, mais très propre et très net, insérer tout ce qui concerne les marchés du coton, du sucre, du tabac et des produits de l'Ouest. Le *Price Courant* contient en outre des informations générales sur le commerce et de savants articles économiques. Ce journal devrait se trouver sur tous les comptoirs et dans toutes les maisons d'affaires. On verra plus loin, dans nos annonces, les prix auxquels il se vend par douzaine, centaine et millier.

NEWFOUNDLAND BITTER. — Ce Bitter est un tonique stimulant des muqueuses gastrique et intestinale ; il accélère la nutrition et ne produit jamais la constipation si nuisible à la débilité. Dans les propriétés du premier ordre du Newfoundland Bitter se trouve le secret de la vogue de cette excellente liqueur.

Les moyens d'exciter l'appétit et de faire cesser les troubles morbides de l'estomac et de l'intestin sont nombreux, mais ils doivent varier suivant la latitude, et ce qui convient aux habitants des pays froids ne convient pas du tout aux habitants des pays chauds. C'est pour n'avoir pas tenu compte de cette loi hygiénique élémentaire et pour avoir oublié ou méconnu les notions physiologiques modernes que tous les spéculateurs qui fabriquent des drogues pour exciter l'appétit arrivent quelquefois à écouler leurs produits, mais en revanche, ne manquent jamais de faire plus de mal que de bien. L'organisme dans les pays chauds obéit à d'autres lois que dans les pays froids. Les excitants diffusibles salutaires et indispensables dans les pays froids pour soutenir et exciter la chaleur sont funestes dans les pays chauds où il faut au contraire modérer la combustion organique et soutenir l'organisme, que la transpiration affaiblit constamment, par les toniques amers et névrosthéniques et les stimulants légers. Le Newfoundland Bitter est le Bitter des pays chauds. Il tonifie sans exciter et fortifie l'estomac lentement, mais sûrement.

Un gentlemen de cette ville, que sa haute position commerciale nous empêche de nommer, était depuis plusieurs années, à cause de ses nombreuses affaires, obligé, à tout instant du jour, de boire sans soif des boissons excitantes, qui avaient amené une perte complète de l'appétit, un état de maigreur inquiétant, une insomnie que rien ne pouvait combattre et une pituite très opiniâtre le matin. Il était sur le point de quitter ses affaires et aller en Europe pour rafaîr sa santé, lorsque deux de ses amis qui avaient été guéris par le Newfoundland Bitter, lui suggérèrent l'idée d'abandonner toutes les autres liqueurs excitantes pour ne boire que du Newfoundland Bitter. Au bout de quelques jours il n'est qu'à se louer d'avoir changé ses habitudes. La pituite disparut, l'insomnie se dissipa, l'appétit revint, et aujourd'hui, méconnaissable, il jouit d'une santé parfaite.

Inutile de vous dire qu'il refuse obstinément de boire autre chose que du Newfoundland Bitter.

LES MANIFESTATIONS POLITIQUES EN FRANCE.—S'il faut en croire les on-dit de la démocratie radicale, les chefs du parti dans les départements du Midi auraient été avisés d'avoir à s'abstenir de banquets même privés à l'occasion du 20 septembre. L'idée des agapes fraternelles n'est pas pour cela abandonnée, mais on choisirait une autre date plus significative encore et qui serait ultérieurement désignée. Ainsi préparée de longue main, la manifestation qu'on rêve aurait un caractère plus général. Il s'agirait de fêter l'anniversaire des 4 et 6 octobre 1789. On sait que ce fut ces jours-là que la populace des faubourgs se porta à Versailles, massacra les gardes du corps et les Suisses et força Louis XVI et la famille royale à venir habiter Paris.

On comprend tout ce que la présence du gouvernement à Versailles donnera de piquant à ces manifestations. On sera comme un moment menaçant posé à la face de l'Assemblée.

La République française vendruit-elle nous dire ce qu'il y a de vrai dans ces bruits. Nous ne demandons pas mieux que de les voir démentir.

— Ce jour-là, dit la *Patrie*, un journal de Paris, que nous ne nommerons pas, reçut de son correspondant en mission à Berlin à l'occasion de l'entrevue des trois empereurs, une lettre ainsi conçue :

Monsieur le rédacteur en chef,

. . . . . .

X.

Le rédacteur en chef n'y comprit rien. Il appela son secrétaire qui n'y comprit pas davantage.

Pendant qu'ils se creusaient la cervelle devant cette lettre énigmatique, le garçon de bureau apporta des journaux. Or, comme il était assez familier dans la maison, en jetant les yeux sur la lettre étalée, il ne put s'empêcher de s'écrier :

—Ah !.... *des points noirs sur toute la ligne !*

Le secrétaire et son chef se regardèrent. Ils venaient de comprendre.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

L'ordre publié par le Comité d'autorité démocratique de la paroisse d'Orléans, relativement aux élections pour les délégués à la prochaine Convention conservatrice, a rencontré une opposition générale parmi les citoyens qui savent vers que la vérité publique et qui sont sérieusement désintéressés dans les questions de nominations. Mais, par contre, il a fait dépit, paraît-il, à certains politiciens, coureurs de places, qui travaillent, dit-on, à le faire rapporter. Nous aimons à penser que le Comité continuera à ne consulter pour règle de conduite que le bien des intérêts généraux.

Nous avons eu, ces jours-ci, des nouvelles de notre excellent ami, le maestro Calabrési. Après une longue maladie, dans le cours de laquelle il a dû subir une opération douloureuse, M. Calabrési vient de recouvrer la santé. Il a fait une saison à Vichy, et dont il se trouve fort bien. C'est avec une véritable satisfaction que nous avons appris cette heureuse nouvelle —satisfaction que partageront sans les amis de Terrebonne, à la Nlle-Orléans.

Pendant sa maladie, et depuis son rétablissement même, M. Calabrési a reçu plusieurs propositions importantes. Mais, les médecins lui ont ordonné un repos de quelques mois, qu'il va prendre à Bruxelles, ville où il a, d'ailleurs, des intérêts considérables.

Si ces lignes lui parviennent, nous prions M. Calabrési d'y trouver l'expression de notre constante sympathie, et nos meilleurs souvenirs.

Vers sept heures et demie hier soir, un jeune homme âgé de vingt ans, nommé John Clarke, louisianais de naissance, a essayé de se suicider à sa résidence, au coin des rues Roman et Palmyre, en prenant dix gouttes de créosote.

Le Dr. Ritchie appelé pour donner des soins au malheureux jeune homme a déclaré qu'il n'y avait aucun espoir de le sauver.

Nous supposons que c'est quelque désespoir d'amour qui a poussé le jeune Clarke à attenter à sa vie.

Les officiers de la police secrète, Donovan et Harris, ont arrêté, hier après-midi, une négresse du nom d'Eliza Johnson, employée chez madame McQuaiet, rue Julie, près St-Charles, accusée d'avoir enlevé à cette dernière une épingle en diamant et plusieurs bijoutons en or.

Tous ces objets ont été retrouvés.

Dans une querelle survenue hier après-midi, vers quatre heures et demie, entre deux policiers ; Pun d'eux, John Bennet, a reçu deux coups de pistolet et a expiré quelques minutes après. Le meurtrier a été arrêté.

Un enfant de douze ans, Achille Hébert, est tombé du premier étage de la maison occupée par le National Hall, rue Poydras, près Franklin. Le malheureux s'est fracturé le crâne, et n'a pas tardé à succomber à ses blessures.

— La police a arrêté une femme, nommée Mary Williams, demeillée rue Continprès Marais, qui est accusée du crime d'infanticide. Une autre femme, Betsy Carter, et un individu du nom de John Williams, ont été également arrêtés comme prévenus de complicité.

—D'après le rapport de l'officier Bennett, l'officier D. Shannon, sur lequel l'ex-coroner Roach s'est porté à des voies de fait, se trouve dans une condition presque désespérée.

—L'officier Dumas, un des plus actifs et des plus habiles agents de service secret, a retrouvé, hier, plusieurs objets qui avaient été volés il y a deux semaines par D. Sullivan à un individu du nom de Charley. Ce Sullivan est le même qui a été assassiné, le 27 septembre, sur la rivière. L'officier Dumas a la main heureuse, et toujours énergique.

La session annuelle de la Chambre Nationale de Commerce aura lieu, cette année, à New-York, le 13 de ce mois. La Chambre de Commerce de la Nouvelle-Orléans y sera représentée par des délégués que le président, M. H. C. Oglesby, vient de nommer à cet effet. Ces délégués sont : MM. W. M. Burwell et L. J. Bigby. Suppléants : MM. E. H. Summers et Wm C. Polack.

Une autre affaire d'enregistrement frauduleux a été examinée hier devant la Cour du commissaire Weller. Antoine Straney, un blanc, a porté plainte contre l'enregistreur du 15ème Ward.

Après l'audition de plusieurs témoins, Antoine Straney a été convaincu de parjure et renvoyé sous caution de $500 pour avoir à paraître devant la Cour de Circuit des Etats-Unis.

Les "Waggaman Rangers" sortiront vendredi soir, en grande tenue, pour aller recevoir une bannière qui leur sera offerte par des dames. Nous avons reçu de M. Delozain, secrétaire de ce club d'élite, l'invitation d'assister à cette parade et d'accompagner la procession. Nous le prions d'accepter nos remerciements.

Les membres du Club Auxiliaire du Cinquième Ward sont priés de se réunir ce soir, à sept heures et demie, à la Loge de la Persévérance, à l'angle des rues St. Claude et Domaine.

Les membres de Barbean ont tenu, hier, une deuxième assemblée. Dans cette séance, ils ont complété, pour les huit Cours de District, les choix des candidats qu'ils recommanderont à la prochaine Convention. Le résultat de cette séance était, dans la soirée, l'objet de bien des commentaires ; et ce n'est pas à l'unanimité que l'opinion publique semble disposée à la ratifier.

Voici la liste complète des candidats recommandés pour les huit Cours :

1re Cour de District—Edmund Abell.
2me " " T. A. Villerd.
3me " " T. A. Monroe.
4me " " J. H. Benner.
5me " " H. Kennard.
6me " " A. Sauvier.
7me " " J. W. Gurley.
8me " " W. A. Elmore.

TEMPÉRATURE—3 octobre 1872

Thermomètre de C. Durmmel, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	66	18
12 M.	86	30
3 P. M.	86	30
6 P. M.	80	27

—On écrit de Toulouse, le 9 novembre :

Les journaux de Paris donnent au sieur Duportal une importance exagérée. Ce tribun sera bientôt sans tribune, et chvoix a bien peu d'éclat.

Ses anciens amis politiques l'ont proque tous abandonné. Les républicains de Toulouse ne lui reconnaissent plus. Les violences de ses gages, les injures et les menaces qui forment le fond du style de l'ex-préfet, ont perdu toute influence. Le public est blasé ou écœuré.

Cependant, il ne faut pas se faire illusion. La propagande radicale a porté ses fruits. La ville de Toulouse était jadis l'une des plus agréables de la France. Les dames y étaient volontiers ; les officiers en retraite le choisissaient de préférence. Aujourd'hui, c'est tout le contraire.

Le dernier recensement de la population toulousaine accuse une diminution de 28 mille âmes.

New York, 2 octobre.—Le petit vapeur Metamora, appartenant à Wm. F. Havemeyer a coulé ce matin.

Prise de Mexuage par des Révolutionnaires.

San Francisco, 2 octobre.—Des nouvelles de Mazatlan annoncent la capture de cette ville par des gens qui se sont proclamés, le 19 septembre. Florez a été pris à son poste par quelques autres, et probablement jugé par une cour martiale. Nombre d'autres détails non encore parvenus. Le commerce est arrêté par cet état de choses.

Le Chemin de Fer Pacifique en Jonction par un Embranchement direct.

New York, 2 octobre.—Le Bureau de Santé, reconnaissant, aujourd'hui, qu'il était nécessaire le commerce de cette ville de recevoir les produits de l'Ouest pour éviter la famine dans la population, a levé pour le présent l'interdit qui pesait sur les arrivages par voie de terre. Les mesures sanitaires seront rigoureusement observées à la frontière.

Le Feu à Chicago.

Chicago, 2 octobre.—Le feu a éclaté, ce matin, à 2 heures, dans le magasin de bois de construction de Wm. Dickey, sur la rivière Nord, et s'est communiqué à la scierie de Wm. Dickey & Co., à celle de Wm. Dickey, Jr. & Co., à celle de Dickey, Farwell & Co., à celle de Dickey, Farwell & Co., à celle de Dickey, Farwell